



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Lundi 22 janvier 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
18 janvier 2024
n° 2 / 8023^e
pages 57 à 104



ÉDITORIAL

57 Le temps contracté, *Nicolas Dissaux*

ACTUALITÉS

- 60 Location financière (interdépendance) : portée de la caducité d'un contrat
- 61 Enrichissement sans cause : action subsidiaire à une action principale
- 61 Données personnelles (traitement) : responsable du traitement d'un Journal officiel
- 63 Durée du travail (forfait en jours) : sanction d'un manquement de l'employeur

POINT DE VUE

- 65 Une responsabilité pour troubles anormaux de voisinage insérée dans le code civil : le droit des biens sacrifié sur l'autel de la responsabilité civile !, *Nadège Reboul-Maupin*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 76 **Panorama** : Avocat, *Thierry Wickers*
- 88 **Notes** : Délégation, sous-traitance et opposabilité des exceptions, note sous Civ. 3^e, 23 nov. 2023, *Jérôme François*
- 92 L'impossibilité d'obtenir réparation du préjudice causé par le non-paiement d'une dette effacée. note sous Civ. 2^e, 26 oct. 2023. *Jean-Denis Pellier*





- 96 La fiche de renseignements sur les ressources de la caution : simple élément de preuve en matière de proportionnalité du cautionnement, *note sous Com. 30 août 2023, Jeanne de Dinechin*
- 100 Contenu numérique illicite : l'inconsistance de la subsidiarité de l'action dirigée contre le fournisseur d'accès, *note sous Civ. 1^{re}, 18 oct. 2023, Lucas Plantinet*

ENTRETIEN

- 104 Juliette Sénéchal et Marc Clément – Le droit du numérique s'élabore au niveau européen et a besoin de l'implication des juristes français

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
STÉPHANE DURET
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH
CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNARD, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE
DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER
RÉDACTION

- DIRECTION
Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)
- RÉDACTION
Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)
- CHEFS DE RUBRIQUES
Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD
- ÉDITION-RÉALISATION
Secrétaires de rédaction :
Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)
Lawrence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)
Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)
Directeur artistique : Patrick VERDON
Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES
1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL
Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr
Relations clients : Loïc RIOU
Tél. : 01 83 10 10 10
Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL
Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr
Revue hebdomadaire (44 numéros par an)
Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC
Etranger : 1109 € HT
Prix au numéro : 46 € HT
ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206
DUPLIPRINT Mayenne
733 rue St Léonard, 53100 Mayenne
Dépôt légal - Janvier 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Nicolas Dissaux

57

Le temps contracté

ACTUALITÉS

60 DROIT DES AFFAIRES

Consommation
Crédit à la consommation (sanction) :
vérification de la solvabilité,
CJUE 11 janv. 2024

Contrat d'affaires
Location financière (interdépendance) :
portée de la caducité d'un contrat,
Com. 10 janv. 2024

Propriété intellectuelle
Marque (nullité) : recevabilité de l'action
d'un titulaire antérieur, Com. 10 janv. 2024
Marque (protection) : usage dans la vie
des affaires, CJUE 11 janv. 2024

61 DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance
Enrichissement sans cause : action subsidiaire
à une action principale, Civ. 1^{re}, 10 janv. 2024

61 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen
Données personnelles (traitement) :
responsable du traitement d'un Journal officiel,
CJUE 11 janv. 2024

62 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal
Faux (écriture) : courrier d'un maire
à la commission d'accès aux documents
administratifs, Cnm. 10 janv. 2024

62 DROIT DU TRAVAIL

Siege social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La defense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

ET SECURITE SOCIALE

Droit du travail

Durée du travail (forfait en jours) : contrôle
de la charge de travail, Soc. 10 janv. 2024

Durée du travail (forfait en jours) :
sanction d'un manquement de l'employeur,
Soc. 10 janv. 2024

Contrat de travail (action en justice) :
application de la prescription biennale,
Soc. 10 janv. 2024

Inspecteur du travail (médecin) : portée
d'une mesure d'instruction, Soc. 10 janv. 2024

Inaptitude du salarié (reclassement) :
présomption de respect de l'obligation,
Soc. 10 janv. 2024

Recueil Dalloz - 18 janvier 2024 - n° 2

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

18 janvier 2024 - n° 2 / 8023^e



POINT DE VUE

65

Une responsabilité pour troubles anormaux de voisinage
insérée dans le code civil : le droit des biens sacrifié
sur l'autel de la responsabilité civile !
par Nadège Reboul-Maupin



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

68

Retour sur l'article 555 du code civil
par Tarik Lakssimi

PANORAMA

76

Avocat
décembre 2022 - novembre 2023
par Thierry Wickers

NOTES

88

Délégation, sous-traitance et opposabilité des exceptions,
note sous Civ. 3^e, 23 nov. 2023
par Jérôme François

92

L'impossibilité d'obtenir réparation du préjudice
causé par le non-paiement d'une dette effacée,
note sous Civ. 2^e, 26 oct. 2023
par Jean-Denis Pellier

96

La fiche de renseignements sur les ressources
de la caution : simple élément de preuve
en matière de proportionnalité du cautionnement,
note sous Com. 30 août 2023
par Jeanne de Dinechin

100

Contenu numérique illicite : l'inconsistance
de la subsidiarité de l'action dirigée contre le fournisseur
d'accès, note sous Civ. 1^{re}, 18 oct. 2023
par Lucas Plantinet



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Périmètre des prérogatives
du juge commis
à la surveillance du registre
Com. 1^{er} juin 2023,
note Arnaud Reygrobellet p. 19

Sociétés anonymes

L'action fondée
sur l'article L. 225-41
du code de commerce n'est
pas autonome de l'action
régie par l'article L. 225-252
Com. 11 oct. 2023,
note Dominique Schmidt p. 33

Sociétés civiles

Le retrait chasse la cession
Civ. 3^e, 25 mai 2023,
note Thibault de Ravel d'Esclapon
p. 39

Commissaires aux comptes

Responsabilité du commissaire
à la transformation. Prescription
triennale ou quinquennale ?
Toujours rien de réglé
Com. 8 nov. 2023,
note Philippe Merle p. 42

Droit pénal des sociétés

Assouplissement
de la règle d'identification
de l'organe ou du représentant
en cas de « fraude »
Crim. 17 oct. 2023,
note Haritini Matsopoulou p. 45

REVUE DES SOCIÉTÉS

Janvier 2024 - n° 1

ÉTUDE

Le nouveau statut
de l'entrepreneur individuel :
une avancée en trompe-l'œil
Matthieu Buchberger p. 7

CHRONIQUES

Chronique de droit des marchés
financiers
— Des progrès doivent intervenir
dans l'exercice du droit
de vote électronique !
Pierre-Henri Conac,
Bénédicte François,
Anne-Catherine Muller
et Johan Prorok p. 59



Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Couverture | Sommaire

N° 1 - Janvier 2024 / SOMMAIRE

Actualités _____ 2

par Bénédicte François

Étude _____ 7

Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel : une avancée en trompe-l'œil

Matthieu Buchberger _____ 7

Jurisprudence _____ 19

Sociétés en général

Périmètre des prérogatives du juge commis à la surveillance du registre
Note sous Com. 1^{er} juin 2023
note Arnaud Reygrobellet _____ 19

Droit d'agir en rétractation et caractérisation du motif légitime en matière de mesures d'instruction *in futurum*
Note sous Com. 1^{er} févr. 2023
note Kyum Lee et Florian Dessault _____ 24

Sociétés par actions

Bons de souscription d'actions (BSA) acquis à titre onéreux par des salariés et dirigeants : l'avantage est soumis aux cotisations sociales des salariés
Note sous Civ. 2^e, 28 sept. 2023
note Régis Foy _____ 28

Sociétés anonymes

L'action fondée sur l'article L. 225-41 du code de commerce n'est pas autonome de l'action régie par l'article L. 225-252 du même code
Note sous Com. 11 oct. 2023
note Dominique Schmidt _____ 33

Sociétés par actions simplifiées

Adoption de décisions collectives dans les SAS : vers une minorité statutaire décisionnaire ?
Note sous Paris, 4 avril 2023
note Pierre-Alain Marquet et Pauline Lethenet _____ 36

Sociétés civiles

Le retrait chasse la cession
Note sous Civ. 3^e, 25 mai 2023
note Thibault de Ravel d'Esclapon _____ 39

Commissaires aux comptes

Responsabilité du commissaire à la transformation. Prescription triennale ou quinquennale ?
Toujours rien de réglé
Note sous Com. 8 nov. 2023
note Philippe Merte _____ 42

Droit pénal des sociétés

Personnes morales : l'assouplissement de la règle d'identification de l'organe ou du représentant en cas de « fraude »
Note sous Crim. 17 oct. 2023
note Haritini Matsopoulou _____ 45

Cumul des sanctions fiscales et pénales
Note sous Crim. 22 mars 2023
note Bernard Bouloc _____ 49

Droit fiscal des sociétés

Formalisme et imposition : à propos des cessions de droits sociaux
Note sous Lyon, 6 juill. 2023
note Xavier Cabannes _____ 51

Droit social et sociétés

Licenciement d'un salarié et délégation du pouvoir de licencier dans un groupe
Note sous Soc. 28 juin 2023
_____ 57

Chronique de droit des marchés financiers _____ 59

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller et Johan Prorok

La rédaction de la Revue des sociétés souhaite à ses lecteurs
une excellente année

2024



QUESTION PRATIQUE

TRANSFERT DE DONNÉES OUTRE-ATLANTIQUE : UN NOUVEAU CADRE UE-USA

Le nouveau cadre de protection des données UE-USA fait déjà l'objet de plusieurs recours, conduisant à douter de sa pérennité.

32


www.efl.fr


À LA UNE

Compliance - Le BRDA s'enrichit d'une rubrique « Compliance »

18

Sociétés - Le refus de voter la prorogation d'une société peut constituer un abus de minorité

4

Consommation - Pas de nouveau droit de rétractation du consommateur au moment de la reconduction du contrat

15

Compliance - Violation du RGPD : pas d'amende administrative sans faute !

18

Lefebvre Dalloz

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Sociétés

- 4 - Refus de proroger une société constitutif d'un abus de minorité
- 5 - Seuils européens classant les entreprises
- 5 - Tribunal compétent pour connaître d'un litige relatif à une société commerciale
- 6 - Obligations vertes
- 7 - Obligation aux dettes sociales des associés de sociétés de soins ambulatoires

Entreprise en difficulté

- 8 - Action du créancier contre les garants du débiteur en redressement judiciaire
- 9 - Avenant à un contrat de travail conclu par un employeur en procédure collective

Contrats

- 10 - Délivrance de la clientèle attachée au fonds de commerce cédé

Finances de l'entreprise

- 11 - Entrée en vigueur de la facturation électronique obligatoire
- 12 - Aide « électricité » pour les TPE
- 12 - Taux de l'intérêt légal pour le 1er semestre 2024

Biens de l'entreprise

- 13 - Refus du bailleur d'autoriser une cession de bail commercial
- 13 - Bail à usage de restaurant : activité incluse dans la destination
- 14 - ILC, llat et ICC au 3e trimestre 2023

Concurrence

- 14 - Communiqué de l'Autorité de la concurrence sur le programme de clémence

Consommation

- 15 - Droit de rétractation au moment de la reconduction du contrat
- 16 - Formulaire de rétraction d'un contrat conclu hors établissement
- 17 - Clauses abusives dans les contrats de places de marché en ligne

Compliance

- 18 - Le BRDA s'enrichit d'une rubrique « Compliance »
- 18 - Violation du RGPD : prononcé d'une amende administrative
- 19 - Condamnation d'une société à compléter son plan de vigilance
- 20 - Transposition de la directive CSRD
- 21 - Normes européennes fixant le contenu du rapport de durabilité

Et aussi...

- 23 - Contrôle des investissements étrangers en France
- 24 - Tarif des annonces légales pour 2024
- 26 - Police de la publicité extérieure
- 27 - Homologation de règlements de l'Autorité des normes comptables
- 27 - Majoration des rentes viagères

Commentaire

- 29 - Rapport AMF 2023 sur la gouvernance des sociétés cotées

Veilles

- 35 - Veille législative
- 35 - Veille fiscale et sociale

**QUESTION PRATIQUE****32****TRANSFERT DE DONNÉES
OUTRE-ATLANTIQUE :
UN NOUVEAU CADRE UE-USA,
MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS ?**

Revue Lamy de la concurrence

DOSSIER : Un peu plus de 30 ans de marché unique

- Photographie des libertés de circulation à l'heure du trentième anniversaire du marché unique
Blandine DE CLAVIÈRE
- D'un marché unique de la donnée à un espace européen commun des données
Ludovic PAILLER
- Le rôle du droit international privé dans le marché intérieur
Marylou FRANÇOISE
- Avantages abusifs : À avantage « quelconque » contrepartie « quelconque » ?
(de quelques brèves réflexions sur la relation entre raison et contrepartie)
Jean-Michel VERTUT

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice de l'Union européenne

Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Chloé Mathonnière

Rédacteur en chef adjoint : Jérémy Berlemont

Ont participé à ce numéro : Céline Garnier, Mariam El Bardan

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 91,61 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplirprint, 2 rue Descartes, 95330 Domont

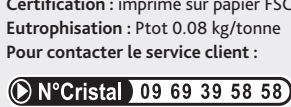
Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :



courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLC 2024/134, n° 4559 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

Sommaire

FOCUS P. 4

- Programme de clémence : l'Autorité de la concurrence publie son nouveau communiqué de procédure
Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

- Pratiques anticoncurrentielles P. 7
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 9
- Aides d'État P. 12
- Régulation P. 13
- Commande publique P. 14

ÉCLAIRAGE P. 18

- Avantages abusifs : À avantage « quelconque » contrepartie « quelconque » ?
(de quelques brèves réflexions sur la relation entre raison et contrepartie)
Jean-Michel VERTUT

DOSSIER P. 24

■ UN PEU PLUS DE 30 ANS DE MARCHÉ UNIQUE

Photographie des libertés de circulation à l'heure du trentième anniversaire du marché unique P. 25
Blandine DE CLAVIÈRE

D'un marché unique de la donnée à un espace européen commun des données P. 30
Ludovic PAILLER

Le rôle du droit international privé dans le marché intérieur P. 35
Marylou FRANÇOISE

Actualité des procédures collectives, n° 2 du 19 janvier 2024

Sommaire du numéro

Repère

PLAN DE REDRESSEMENT

Restructuration du capital par voie de plan : que faire quand les minoritaires se rebiffent ?

N° 16 - Par Marie-Laure COQUELET

Alertes

LÉGISLATION | TRIBUNAL DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Des tribunaux de commerce aux tribunaux des activités économiques : composition de la juridiction (art. 26, I)

N° 17 - Par Bertille GHANDOUR

LÉGISLATION | TRIBUNAL DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Des tribunaux de commerce aux tribunaux des activités économiques : compétence juridictionnelle (art. 26, II)

N° 18 - Par Bertille GHANDOUR

LÉGISLATION | TRIBUNAL DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Une nouvelle contribution financière à la justice commerciale (art. 27)

N° 19

LÉGISLATION | PROCÉDURE

Une modernisation processuelle (art. 45)

N° 20

LÉGISLATION | PROCÉDURE DE TRAITEMENT DE SORTIE DE CRISE

Prolongation de la procédure de traitement de sortie de crise (art. 46)

N° 21

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE REDRESSEMENT

Restructuration du capital et opposition des minoritaires

N° 22

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | BANQUEROUTE

Banqueroute par détournement d'actif : soustraction de l'immeuble par fiduciaire... inachevée !

N° 23

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | FAILLITE PERSONNELLE

Faillite personnelle : importance de la preuve de la mission de l'expert-comptable

N° 24

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | FAILLITE PERSONNELLE

La représentation par le consultant dans les démarches juridiques, notamment auprès du liquidateur judiciaire, n'en fait pas un dirigeant (sanctionnable)

N° 25

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | ÉLIGIBILITÉ

Le juge du surendettement n'excède pas ses pouvoirs en examinant d'office, dans la phase de vérification d'une créance, si un débiteur qui exerce sous le statut d'EIRL relève ou non des dispositions d'ordre public du Code de commerce

N° 26 - Par Karim SALHI

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 2 du 15 janvier 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

2023 : IA-t-il eu un autre sujet ?

N° 35 - Par Alexandra BENSAMOUN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

Hoffman-Bousardo, toujours en campagne !

N° 36 - Par Fabrice RAOULT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

La procédure ordinaire avec représentation obligatoire devant la cour d'appel est modifiée

N° 37

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 31 décembre 2023

N° 38

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE

Médiateur : après la responsabilité du fait des produits défectueux, la responsabilité pour faute

N° 39 - Par Pascal OUDOT

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

L'éternelle demande nouvelle en cause d'appel

N° 40 - Par Romain LAFFLY

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Liquidation de l'astreinte provisoire : la fin du pouvoir discrétionnaire du juge

N° 41 - Par Nicolas CAYROL

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRISONS

Mesures d'application de l'ordonnance relative aux droits sociaux des personnes détenues

N° 42

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | VIDÉOSURVEILLANCE

Mise en oeuvre de systèmes de vidéosurveillance dans les cellules de garde à vue et de retenue douanière

N° 43

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 27 novembre au 17 décembre 2023

N° 44

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Le juge des libertés et de la détention au service de la prévention d'un risque terroriste

N° 45 - Par Haritini MATSOPOULOU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

Lutte contre la fraude et l'évasion fiscale : renforcement du contrôle des prix de transfert des entreprises multinationales

N° 46

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSMISSIONS D'ENTREPRISES

Relèvement de l'abattement de droits de mutation pour les transmissions d'entreprises

N° 47

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AIDES AUX ENTREPRISES

Prolongation du versement des aides financières allouées aux structures d'insertion par l'activité économique et aux entreprises adaptées

N° 48

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COTISATIONS PATRONALES

Les paramètres de la réduction générale de cotisations patronales pour l'année 2024 sont connus

N° 49

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES

Guichet unique des entreprises : l'arrêté fixant une nouvelle procédure de secours pour 2024 est publié

N° 50

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 31 décembre 2023

N° 51

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Fausse couches : les jours de carence supprimés en cas d'arrêt maladie depuis le 1er janvier

N° 52

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Développement de l'apprentissage : maintien de l'aide au recrutement d'un alternant

N° 53

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | FORMATION PROFESSIONNELLE

Régulation du CPF : l'encadrement de la sous-traitance par les organismes de formation précisé

N° 54

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Modalités du refus par un salarié d'une proposition de CDI à l'issue d'un CDD

N° 55

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SÉCURITÉ SOCIALE

Mise en oeuvre des sanctions administratives au sein des branches famille, vieillesse et maladie

N° 56

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 janvier 2024

N° 57

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 31 décembre 2023

N° 58

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS

Impôt sur la fortune immobilière : modification des règles de détermination de la valeur imposable des parts ou actions

N° 59

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Modalités de mise en oeuvre progressive du principe d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050

N° 60

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 janvier 2024

N° 61

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PUBLIÉS

Arrêts P de la Cour de cassation et A du Conseil d'État du 18 au 31 décembre 2023

N° 62

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROCÉDURE CIVILE

Dispositif des conclusions : rigueur excessive ?

N° 63 - Par Nicolas GERBAY

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Une nouvelle offre de formation

N° 64 - Par Jimmy LOPEZ

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

LA CHRONIQUE | PERSONNES

Droit des personnes

N° 65 - Par Bernard TEYSSIÉ et Nicolas ANCIAUX

[Consulter le PDF](#)

L'ÉTUDE | PRESCRIPTION EN MATIÈRE PÉNALE

Le crime pourrait-il encore être parfait ?

N° 66 - Par Christophe BARRET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | NOUVELLES TECHNOLOGIES

AI Act : vers le règlement européen

N° 67 - Par Myria SAARINEN et Jean-Luc JUHAN

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | PRIX

9e Prix Guy Carcassonne : appel à candidatures

N° 68

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

Symposium en santé mentale et intelligence artificielle

N° 69

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Modes amiables de règlement des différends : dispositions en matière d'AJ et d'aide à l'intervention de l'avocat

N° 70

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MANDATAIRES JUDICIAIRES

Modification des conditions permettant l'exercice des mandataires judiciaires à la protection des majeurs

N° 71

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Modification de l'organisation et du fonctionnement de l'inspection générale de la justice

N° 72

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COMMISSAIRES DE JUSTICE

[Carte des zones d'installation pour la profession de commissaire de justice sur la période 2023-2025](#)

N° 73

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

[Modification du statut particulier du corps des directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation](#)

N° 74

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 3 du 22 janvier 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Cours suprêmes : le dernier rempart

N° 75 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

Le juge des enfants, le droit et la parentalité

N° 76 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

La Cour de cassation 2024, entre apparat et Open Data

N° 77

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

À la découverte d'un droit à l'audience...

N° 78 - Par Anaïs DANET

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

Absence d'effet dévolutif de la déclaration d'appel pour défaut de ciblage des chefs de jugement critiqués : le refus de modulation

N° 79 - Par Nicolas GERBAY

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Pour exécuter, notifiez le jugement d'homologation de la transaction

N° 80 - Par Thibault GOUJON-BETHAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CLAUSES ABUSIVES

De quelques incertitudes résultant du caractère abusif de certaines clauses de déchéance du terme...

N° 81 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAUX COMMERCIAUX

[Indemnité d'éviction en cas de refus du renouvellement d'un bail commercial à des conditions différentes](#)

N° 82

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

[Pas d'option de compétence pour le dirigeant non commerçant d'une société commerciale](#)

N° 83

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 11 au 17 janvier 2024](#)

N° 84

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

[Devoir de vigilance : la fin du début ?](#)

N° 85 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL DISSIMULÉ

[Travail dissimulé : consentement des personnes entendues et régularité de l'audition](#)

N° 86

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Forfait jours : les contraintes internes à l'entreprise ne peuvent justifier le non-respect de la charge raisonnable de travail](#)

N° 87

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Accord collectif « forfait jours » non conforme : nullité de la convention individuelle ne respectant pas les dispositions supplétives du Code du travail](#)

N° 88

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

[L'employeur peut conduire des PSE distincts propres à différentes sociétés appartenant à une même UES](#)

N° 89

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 11 au 17 janvier 2024](#)

N° 90

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TAXE D'HABITATION

[Majoration facultative des taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires](#)

N° 91

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

[Fonds « violences urbaines » : la circulaire est publiée](#)

N° 92

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pour une concurrence équitable dans la mise en oeuvre de la réforme du marché de l'électricité

N° 93

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 au 17 janvier 2024

N° 94

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS

Soins médicaux des détenus atteints de troubles mentaux

N° 95 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET DE LA CORRESPONDANCE

Contrôle de la correspondance de ses membres par un parti politique

N° 96 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT D'ACCÈS À UN TRIBUNAL

La jurisprudence Czabaj aux cribles des exigences du procès équitable

N° 97 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PRESSE

Droit de réponse

N° 98

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONCURRENCE DÉLOYALE

Appréciation de la proportionnalité d'une clause de non-sollicitation

N° 99 - Par Frédéric DANNENBERGER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Vers une nouvelle offre de formation !

N° 100 - Par Jeanne-Marie TUFFERY-ANDRIEU

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Intelligence artificielle : pour l'émergence d'un écosystème européen éthique et compétitif

N° 101 - Par Alexandra BENSAMOUN et Fayrouze MASMI-DAZI

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | SUCCESSIONS ET LIBÉRALITÉS

Successions et libéralités

N° 101 - Par Raymond LE GUIDEDEC et Frédéric BICHERON

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

L'instrument anti-coercition de l'Union européenne : pour une fermeté à l'européenne

N° 103 - Par Marjolaine ABADA-FASQUELLE

[Consulter le PDF](#)

EN QUESTIONS | SOCIÉTÉS

Première condamnation sur le fondement du devoir de vigilance : quels enseignements en tirer ?

N° 104 - Par Alice DUNOYER DE SEGONZAC et Karima CHAÏB

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

3 questions à Kiff ta manif

N° 105

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

3 questions à Oh!TCD Avocats

N° 106

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

3 questions à Negocia

N° 107

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 : le garde des Sceaux présente le dispositif judiciaire retenu

N° 108

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Composition du Gouvernement : les attributions du garde des Sceaux à nouveau limitées

N° 109

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Réforme de la magistrature : publication d'une circulaire d'application immédiate

N° 110

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOTAIRES

Le lituanien Marius Stračkaitis nouveau président des Notaires d'Europe

N° 111

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 3 du 18 janvier 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

MARCHÉ PUBLIC

3 QUESTIONS - Sous-contrats et commande publique : entre confiance et concurrence

N° 48 - Par Sophie PIGNON

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

Capacité des banques à se remettre d'une cyberattaque : la BCE va soumettre une centaine d'entre elles à un test de résistance

N° 49

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Droit des sociétés

N° 50

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit des contrats administratifs

N° 51

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

55 000 salariés en activité partielle chaque mois au 3e trimestre 2023

N° 52

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Un congé avec offre de renouvellement à des conditions différentes du bail initial, hors le prix, constitue un refus de renouvellement

N° 53

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Régime de résolution des établissements d'importance systémique mondiale

N° 54

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMPTABILITÉ

Report de l'obligation de facturation électronique et de transmission des données de transaction

N° 55

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Prorogation de la dérogation à l'encadrement en volume des promotions

N° 56

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Interdépendance des contrats : conditions de la caducité des contrats en cas de disparition de l'un des contrats nécessaires à la réalisation d'une même opération

N° 57

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Informations en matière de durabilité et obligations ESG des sociétés commerciales : les premiers textes d'application de l'ordonnance sont publiés

N° 58

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Guichet unique des entreprises : l'arrêté fixant une nouvelle procédure de secours pour 2024 est publié

N° 59

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Reconduction pour 3 années supplémentaires du dispositif de restructuration de PGE via la médiation du crédit

N° 60

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Écolabel européen : nouvelle liste des produits concernés par l'ouverture d'un programme d'accréditation

N° 61

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Audit énergétique des grandes entreprises : la méthodologie et les critères de la reconnaissance de compétence des auditeurs sont actualisés

N° 62

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Modification de diverses dispositions du Code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes, aux préenseignes et aux paysages

N° 63

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Finance durable : la Commission fournit des orientations supplémentaires pour aider les

entreprises dans le cadre de la taxonomie de l'UE

N° 64

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

ELTIF 2 : les conditions d'agrément des fonds précisées par l'AMF

N° 65

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Sites récemment identifiés par l'AMF comme non autorisés à proposer des investissements dans des biens divers

N° 66

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Forex et produits dérivés sur crypto-actifs : sites d'acteurs non autorisés récemment identifiés

N° 67

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Modification de dispositions relatives aux exigences en matière de règlement des instruments financiers ainsi que les règles relatives à l'organisation des DCT

N° 68

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Polynésie française : la dérogation aux règles de la commande publique pour les délégations de service public méconnaît la Constitution

N° 69

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Marchés publics dans l'UE : nouveaux formulaires types pour la publication d'avis

N° 70

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Seuil d'application des offres variables dans les procédures de marchés passés par les entités adjudicatrices

N° 71

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE D'EXÉCUTION

Saisie conservatoire d'un navire et application de la loi française

N° 72

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CHÔMAGE

Modification du traitement de données relatif à l'activité partielle

N° 73

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

L'employeur peut conduire des PSE distincts propres à différentes sociétés appartenant à une même UES

N° 74

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Modalités du refus par un salarié d'une proposition de CDI à l'issue d'un CDD

N° 75

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Mise en place d'un dispositif de vérification et de correction des DSN

N° 76

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Allègements généraux : mise à jour du BOSS

N° 77

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Utilisation des tickets-restaurant pour les courses alimentaires

N° 78

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ENREGISTREMENT

Champ d'application du régime du « pacte Dutreil »

N° 79

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Renforcement du contrôle des prix de transfert des entreprises multinationales

N° 80

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Création d'un crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte

N° 81

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

ISF : modification des règles de détermination de la valeur imposable des parts ou actions

N° 82

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

FCP vs management fees

N° 1015 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

Pour une revalorisation du contrat de distribution : sur l'application du droit des sociétés aux réseaux de distribution

N° 1016 - Par Aurélie DARDENNE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Technique contractuelle

N° 1017 - Par Jean-Baptiste SEUBE , Marie-Pierre DUMONT , Philippe GRIGNON et Romain LOIR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

UBER rattrapé par la théorie de la concurrence déloyale

N° 1018 - Par Martine BEHAR-TOUCHAIS

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle et contentieux URSSAF

N° 1019 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PLUS-VALUES

Exonération des plus-values professionnelles : appréciation de la durée d'exercice en cas de pluralité d'activités

N° 1020 - Par Nicolas NEZONDET

[Consulter le PDF](#)

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE

Ouverture de l'appel contre la décision octroyant
des délais de grâce en conciliation → PAGE 11

David LEMBERG-GUEZ

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

Une interruption de prescription à rallonge à l'égard de la caution
par l'effet de la déclaration de créance → PAGE 17

Karl LAFAURIE

DOSSIER

Les plans de sauvegarde et de redressement → PAGE 38

Sous la responsabilité scientifique d'Hélène POUJADE

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJE201j7 • **La contribution de la liquidation judiciaire à la réindustrialisation** 5
Denis VOINOT

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE

- BJE201h7 • **Ouverture de l'appel contre la décision octroyant des délais de grâce en conciliation** 11
David LEMBERG-GUEZ – Cass. com., 25 oct. 2023, n° 22-15776, F–B

DÉBITEUR PERSONNE PHYSIQUE

- BJE201j1 • **L'insaisissabilité de droit n'est pas un droit absolu !** 14
Véronique MARTINEAU-BOURGNAUD – Cass. com., 25 oct. 2023, n° 21-21694, F–D

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE201h8 • **Une interruption de prescription à rallonge à l'égard de la caution par l'effet de la déclaration de créance** 17
Karl LAFAURIE – Cass. com., 25 oct. 2023, n° 22-18680, F–B

- BJE201h6 • **Refus de nommer un créancier public contrôleur : attention à l'excès de pouvoir !** 20
Thibaut DUCHESNE – Cass. com., 25 oct. 2023, n° 22-16907, F–B

- BJE201i6 • **Créance née antérieurement au jugement d'ouverture de la procédure collective : la rigueur de l'irrecevabilité de l'action en paiement** 23
Bernard SAINTOURENS – Cass. com., 25 oct. 2023, n° 22-18075, F–D

- BJE201i5 • **L'article L. 643-7-1 du Code de commerce au secours du créancier omis de l'état de collocation** 26
Clément FAVRE-ROCHEX – Cass. com., 4 oct. 2023, n° 22-15456, F–B

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE201i9 • **Nouvelle précision sur le délit de banqueroute par détournement d'actif** 29
Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE – Cass. crim., 25 oct. 2023, n° 22-84650, F–D

RÈGLEMENT EUROPÉEN ET AUTRES SOURCES

- BJE201i8 • **Procédure de liquidation d'une entreprise d'assurance danoise et instances en cours en France ou lorsque la petite sirène décline sa compétence** 34
Hélène POUJADE – Cass. com., 4 oct. 2023, n° 22-12128, F–B

DOSSIER

BJE201G9 • LES PLANS DE SAUVEGARDE ET DE REDRESSEMENT	38
Le 13 octobre 2023, Université Toulouse Capitole Sous la responsabilité scientifique d'Hélène POUJADE	
BJE201h2 • Propos introductifs	39
Hélène POUJADE	
BJE201j4 • Quel passif apurer dans le volet financier du plan ?	43
Jocelyne VALLANSAN	
BJE201j2 • Le regard du mandataire judiciaire sur le traitement de certaines créances	45
Béatrice AMIZET et Émilie GARREAU	
BJE201h3 • Le regard de l'administrateur judiciaire sur le sort des associés et actionnaires	49
Philippe THIOUET	
BJE201j6 • Le regard de l'avocat sur le sort des salariés dans les plans de sauvegarde et de redressement	51
Christine GAILHBAUD	
BJE201j5 • Les classes de parties affectées, instrument de légitimité	53
Julien THÉRON	
BJE201i0 • Le regard de l'administrateur judiciaire sur les nouveaux critères d'adoption des plans bâtis en classes	57
Sébastien VIGREUX	
BJE201h0 • Le devoir de restructuration des associés et actionnaires dans les classes de parties affectées	58
Romain DUMONT	
BJE201i3 • Le sort des obligataires dans les classes de parties affectées	60
Catherine GRALITZER	
BJE201i1 • Le rôle du commissaire à l'exécution du plan	62
Caroline HOUIN-BRESSAND	
BJE201h4 • La modification du plan et les cessions au cours du plan	65
Nicolas BORGA	

BJE201j0 • Commissaire au plan : une mission s'inscrivant dans la prospective Jean-Jacques SAVENIER	68
BJE201i2 • L'opposabilité du plan de sauvegarde ou de redressement Francine MACORIG-VENIER	69
BJE201i7 • Le financement du plan par apport de trésorerie Gérard JAZOTTES	72
BJE201h1 • D'une clôture à l'autre : la vie de l'entreprise après l'arrêté du plan et l'achèvement de son exécution Karl LAFAURIE	74
BJE201h5 • La résolution du plan Pierre-Michel LE CORRE	78

À la une

Affaire Médiateur : la Cour de cassation facilite l'action en justice de la victime d'un médicament défectueux

note par Laura VITALE sous Cass. 1^{re} civ., 15 nov. 2023 (4 arrêts)

La Cour de cassation retient de manière inédite une faute de vigilance et de surveillance détachable du défaut du produit, ouvrant la voie à la substitution du droit commun au droit spécial



© Amy Lv_AdoheStock

Actualité

JO : dans le ressort de la cour d'appel de Versailles, les juridictions se préparent

entretien avec Jean-François BEYNEL et Marc CIMAMONTI

Technique

Loi du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la Justice et procédure pénale

note par Thomas LEBRETON sous L. n° 2023-1059, 20 nov. 2023

Jurisprudence

Le droit à un environnement sain des générations futures

note par Sara BRIMO sous Cons. const., QPC, 27 oct. 2023

Gazette Spécialisée

DROIT BANCAIRE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Myriam ROUSSILLE

Agrégée des facultés de droit, professeure à l'université du Mans, directrice de l'IEJ du Mans

• Guillaume VALDELIÈVRE

Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation

AVEC LA PARTICIPATION DE

Stéphan ALAMOWITCH, Nicolas BOULLEZ, Julie CLAVEL-THORAVAL, Talip DOGAN, Antoine GOUËZEL, Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, Marc MIGNOT, Sophie MOREIL, Juliette MOREL-MAROGER, Ghislain POISSONNIER et Olivier SALATI



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL458f5 ■ La JUNALCO, quatre ans après sa création 3
- GPL458f6 ■ Le procureur de Marseille dresse le bilan d'une année
lourde en « narchomicides » 5
- GPL458g3 ■ « Le Conseil constitutionnel n'est pas une chambre d'appel
des choix du Parlement » 6
- GPL458g2 ■ Continuité et expérience, rassemblement et sérénité :
les binômes candidats au bâtonnat de Lyon précisent leur programme 7
- GPL458g9 ■ La salle « Grand Procès » accueille la rentrée de l'EFB 8
- GPL458g1 ■ JO : dans le ressort de la cour d'appel de Versailles,
les juridictions se préparent
entretien avec Jean-François BEYNEL et Marc CIMAMONTI 10


Technique

- GPL458d2 ■ Loi du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation
du ministère de la Justice et procédure pénale
note par Thomas LEBRETON sous L. n° 2023-1059, 20 nov. 2023 13

Doctrine

- GPL458c1 ■ La mise en œuvre du Code de la justice pénale des mineurs :
un bilan vraiment positif après deux années d'application ?
étude par Sylvain JACOPIN 18

Jurisprudence

- GPL458d3 ■ Affaire Médiateur : la Cour de cassation facilite l'action
en justice de la victime d'un médicament défectueux
note par Laura VITALE sous Cass. 1^{re} civ., 15 nov. 2023 (4 arrêts) 22
- GPL457g1 ■ Le droit à un environnement sain des générations futures
note par Sara BRIMO sous Cons. const., QPC, 27 oct. 2023 26
- GPL457x3 ■ Option tacite pour le droit viager au logement :
une précision qui appelle des précisions
note par Alexandre VICTOROFF sous Cass. 1^{re} civ., 25 oct. 2023 29
- GPL457y1 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 32
- GPL457u5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 37
- GPL457x9 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH
par Catherine BERLAUD 40
- GPL457f8 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la responsabilité civile
sous la direction de Julie TRAUILLÉ
avec la collaboration de Stéphane GERRY-VERNIÈRES, Zoé JACQUEMIN et Vincent
MAZEAUD <https://text.so/GPL457f8> 

Gazette Spécialisée

DROIT BANCAIRE

Sous la responsabilité scientifique de
Myriam ROUSSILLE et Guillaume VALDELIÈVRE

41

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DROIT COMMUN

L'unanimité exclut l'abus (de majorité) → PAGE 5

Clément BARRILLON

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

**Annulations en cascade d'une cession de parts sociales et des AG
auxquelles le cessionnaire a participé** → PAGE 20

Elsa GUÉGAN

DOCTRINE

**Transposition de la directive sur la communication d'informations
en matière de durabilité** → PAGE 43

Christian NOUËL

Loi de finances 2024 → PAGE 52

Edouard de LAMY

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS202q6 • **L'unanimité exclut l'abus (de majorité)** 5
Clément BARRILLON – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-13851, F-B
- BJS202q0 • **La clause d'élection de domicile dans une cession de parts sociales** 8
Thibaut MASSART – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 21-25033, F-B

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS202q5 • **Miscellanées autour de l'action *ut singuli* : fonds communs de placement et conventions réglementées** 11
Caroline COUPET – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 21-24776, F-B – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 22-10271, F-B
- BJS202p8 • **Les stock-options, bien unique ou dualité des manifestations ?** 14
Rémy LIBCHABER – Cass. 1^{re} civ., 25 oct. 2023, n° 21-23139, FS-B
- BJS202p9 • **L'égalité de vote présume le contrôle conjoint** 17
Patrick KASPARIAN – CE, 3^e-8^e ch. réunies, 13 juill. 2023, n° 460743

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS202p4 • **Annulations en cascade d'une cession de parts sociales et des AG auxquelles le cessionnaire a participé** 20
Elsa GUÉGAN – Cass. com., 11 oct. 2023, n° 21-24646, FS-B
- BJS202q2 • **Faute séparable ou convention réglementée : l'art de la qualification au service de la prescription** 23
Irina PARACHKÉVOVA-RACINE – Cass. com., 14 nov. 2023, n° 21-19146, F-B
- BJS202p5 • **Coup de semonce sur les mécanismes *d'optimisation sociale* grossiers** 25
Francis KESSLER – Cass. 2^e civ., 19 oct. 2023, n° 21-20366, F-B
- BJS202r0 • **Précisions sur le contrôle de conventionnalité de l'expertise de prix de l'article 1843-4 du Code civil** 27
Edmond SCHLUMBERGER – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-11765, FS-D – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-11766, FS-B

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS202p6 • **Responsabilité d'un commissaire à la transformation : quelle prescription ?** 32
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-12978, F-B

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ



- BJS202q1 • **L'inscription en compte courant d'opérations injustifiées ne chasse pas la confusion des patrimoines** 35
Florence REILLE – Cass. com., 13 sept. 2023, n° 21-21693, F-D

BJS202p1 • Augmentation de capital par conversion de créance et modification substantielle du plan de sauvegarde	37
Bastien BRIGNON – CA Pau, 2 ^e ch., sect. 1, 26 sept. 2023, n° 20/02484	
BJS202p2 • Illustration de la difficulté pour un associé de SCI d'échapper à son obligation à la dette	39
Nadège JULIAN – CA Rennes, 2 ^e ch., 29 sept. 2023, n° 20/06405	

DOCTRINE

BJS202q9 • Transposition de la directive sur la communication d'informations en matière de durabilité	43
Christian NOUEL	
BJS202r1 • Loi de finances 2024	52
Edouard de LAMY	

[BCE, surveillance bancaire et transition environnementale, un mandat ex nihilo ?, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 3-4](#)

DOCTRINE  G. HARDY  BANQUE ET CRÉDIT

risque - mandat - proposition de règlement - banque - paquet - risques financiers - contestation - environnement - services - risques dits - étendue - changements environnementaux - revue internationale des services financiers - revue internationale - mandat de surveillance - extension du mandat - international journal - international journal...

21/12/2023

[ECB, banking supervision and environmental transition, an ex nihilo mandate?, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 5-6](#)

DOCTRINE  G. HARDY

mandate - environmental risks - climate - package - risk - banking - financial risks - surveillance - stability - climate related - extension - environmental changes - action - banking supervision - transition - periodic penalty - periodic penalty payments - proactive reading - periodic penalty payment - practice - management - production -...

21/12/2023

[Propos introductifs, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 9](#)

DOCTRINE  P. STORRER  MONNAIE ET POLITIQUE MONÉTAIRE

euro - monnaie - euro numérique - cours légal - avenir - unité - débat - président - pièces en euros - propositions de règlement de la commission - propositions de règlement - propos introductifs dossier propos introductifs - propos introductifs - projet de création d un euro numérique - projet de création - printemps dernier -...

21/12/2023

[Vers l'euro numérique, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 10-13](#)

DOCTRINE  C. ARNAUD  BANQUE ET CRÉDIT

euro - euro numérique - banque - gros - monnaie - émission - modèle - expérimentation - détail - commission - banques centrales - utilisateur - utilisation - analogie - finance - monnaie de banque - monnaie de banque centrale - stabilité - type - international journal - international journal for - technologie - analogie avec les billets -...

21/12/2023

[L'euro numérique et les concepts associés dans les propositions du 28 juin 2023, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 14-18](#)

DOCTRINE  TH. BONNEAU - P. STORRER  BANQUE ET CRÉDIT

euro - euro numérique - monnaie - service - pièces en euros - services de paiement - proposition de règlement - acceptation - cours légal - billet - bénéficiaire - concept - proposition - États membres - prestataire - moyen de paiement - paiement - acceptation obligatoire - utilisation - fonds - notion de cours - compte de paiement -...

21/12/2023

[Les conflits de lois soulevés par un paiement international en monnaies numériques de banque centrale \(MNBC\), *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 19-27](#)

DOCTRINE  C. KLEINER  BANQUE ET CRÉDIT

monnaie - état - banque - utilisation - euro - paiement - système - paiement international - euro numérique - banques centrales - international - unité - banque centrale - autorité - opération - unité monétaire - loi applicable - cross - payeur - bénéficiaire - revue internationale - services - international journal for -...

21/12/2023

[Motives for a Retail Central Bank Digital Currency: The Good, the Bad and the Ugly?, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 28-36](#)

DOCTRINE  C. PFISTER

central bank - digital euro - central banks - payment - cash - motive - euro - deposit - public - economy - transaction - central bank money - money - substitution - issuance - euro area - government - interest - policymaker - reserve - firm - monetary policy - card - holding - idea - dollar - demand - programmability - revue - first mover -...

21/12/2023

[Le paiement en euros numériques du point de vue de la vie privée, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 37-42](#)

DOCTRINE  P. STORRER  BANQUE ET CRÉDIT

euro - euro numérique - monnaie - cours légal - espèce - banque - donnée - anonymat - monnaie de banque - commission - ligne - protection de la vie - protection de la vie privée - déchargement - proposition de règlement - monnaie électronique - revue internationale - international journal - paiement - international journal for -...

21/12/2023

[La finance comme outil de sanction : une analyse comparative des sanctions européenne, britannique et américaine contre les entités financières russes en réponse à l'invasion de l'Ukraine, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 47-56](#)

DOCTRINE  D. SEGOIN  BANQUE ET CRÉDIT

sanction - banque - état - version - transaction - royaume - risque - entité - file - international - system - adoption - international journal for - international journal - services - invasion - revue internationale - régime - service - établissement - activité - home - banque centrale - interdiction - directive - mesures restrictives -...

21/12/2023

[The European Regulation for Credit Rating Agencies Activity, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 57-63](#)

DOCTRINE  M. PAULET

credit - credit grades - agency - credit rating - rating - legal regime - issuer - financial markets - procedure - grade - opinion - financial instruments - factual basis - credit rating agencies - legal framework - relationship - financial opinions - registered agencies - investor - informational value - financial opinion - rating agencies -...

Regards croisés sur la pratique notariale du crowdfunding immobilier : l'efficacité des sûretés authentiques constituées en garantie d'une émission obligataire, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 66-69

DOCTRINE  A. LAIGRE  SÛRETÉS - BANQUE ET CRÉDIT

hypothèque - hypothèque conventionnelle - sûreté - société - plateformes - financement participatif - caution - actif - émetteur - garantie - parlement européen - société émettrice - créancier - services - international journal for - émission - opération - revue internationale - international journal - cautionnement notarié -...

21/12/2023

The EU regulation on crowdfunding service providers for business: an internationally competitive regulatory framework? – Part III – Some Considerations on Investor Protection, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 70-77

DOCTRINE  E. PRÉVOST

intermediary - investor - issuer - service - service providers - investment - japanese law - sophisticated investors - consideration - regulatory framework - jurisdiction - service providers for business - risk - revue - platform - crowd - project - security - equity - considerations on market - crowd funding - standard - comparison - business...

21/12/2023

Réflexions sur l'évolution des techniques de protection des consommateurs de produits d'investissement fondés sur l'assurance. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2014/65/UE et (UE) 2016/97 en ce qui concerne les règles de l'Union en matière de protection des investisseurs de détail, 4 juillet 2023, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 80-89

DOCTRINE  T. GÉRARD  ASSURANCES

Dans la droite ligne du plan d'action 2020 pour l'union des marchés de capitaux, la proposition de directive du 4 juillet 2023 concernant les règles de l'Union en matière de protection des investisseurs de détail entend créer les conditions nécessaires pour accroître la participation de ces investisseurs aux marchés des capitaux ... [Voir plus](#)

21/12/2023

Sort d'une clause d'un contrat d'assurance de groupe qui n'aurait pas été communiquée à l'assuré CJUE (9e ch.), 20 avril 2023, *Ocidental – Companhia Portuguesa de Seguros de Vida AS c. LP*, aff. C-263/22, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 90-92

DOCTRINE  P. PAILLER  ASSURANCES

consommateur - assuré - clause - assureur - caractère - exigence - point - contrat - information - contrat d assurance - régime spécial - entreprise preneuse - jurisprudence constante - objet principal - directive - manquement - juge national - caractère abusif - revue internationale - services - banque - interprétation - international...

21/12/2023

Fonds étrangers et retenues à la source : la CJUE censure le régime portugais, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 94-98

DOCTRINE  P. DELACROIX  DROIT EUROPÉEN - IMPÔTS

Il y a un peu plus d'un an, dans l'affaire AllianzGI-Fonds AEVN, la Cour de justice a condamné le Portugal en matière de retenues à la source sur dividendes payés à des contribuables étrangers (arrêt du 17 mars 2022, aff.C-545/19C) : c'est la problématique bien connue de discrimination entre des bénéficiaires étrangers et locaux ... [Voir plus](#)

Nouvel épisode des locations meublées en matière de TVA - Précisions sur l'activité de para-hôtellerie, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/4, p. 99-101

DOCTRINE  S. LE NORMAND-CAILLÈRE  TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (T.V.A.)

prestation - location - code général des impôts - activité - code général - directive contribuable - magistrat - exonération - fiscalité - fourniture - logement - revanche critère - exploitant - situation de concurrence - lettre - international journal international journal for - services - concurrence - hébergement - opération...